



N° 11336*01

PREMIER MINISTRE

**SERVICE CENTRAL DE LA SÉCURITÉ
DES SYSTÈMES D'INFORMATION**

18, rue du Docteur-Zamenhof. 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex
(téléphone : 01 41 46 37 00. Fax : 01.41.46.37.01)

Numéro de dossier (*) :

***Déclaration/Demande d'autorisation
concernant un moyen ou une prestation de cryptologie***

PARTIE ADMINISTRATIVE

Cocher la ou les cases correspondantes :

Déclaration

- simplifiée
- de fourniture
 - en vue de l'utilisation générale
 - en vue de l'exportation
- d'importation en provenance de :
- d'utilisation personnelle

Demande d'autorisation

- de fourniture pour une durée de (*cinq ans maximum*) d'un moyen ou d'une prestation qui n'utilise que des conventions secrètes gérées par un organisme agréé
- de fourniture pour une durée de (*cinq ans maximum*)
 - en vue de l'utilisation générale
 - en vue de l'utilisation collective
- d'exportation pour une durée de (*cinq ans maximum*)
- d'importation en provenance de :
- d'utilisation personnelle pour une durée de(*dix ans maximum*)

A. – Déclarant ou demandeur d'autorisation

A.1. Société

Nom:.....
 Raison sociale:
 Nationalité :
 Numéro SIRET :
 Adresse :

 Numéro de téléphone :
 Numéro de télécopie :
 Adresse du courrier électronique :

(*) Réserve à l'administration

Nom et prénoms:
Adresse :
.....
Numéro de téléphone :
Numéro de télécopie :
Adresse du courrier électronique :

A.2. Particulier

Nom et prénoms:
Nationalité :
Adresse :
.....
Numéro de téléphone :
Adresse du courrier électronique :

B. - A renseigner selon les cas suivants

B.1. Demande d'autorisation de fourniture d'un moyen ou d'une prestation qui utilise des conventions secrètes gérées par un organisme agréé

Référence de(s) organisme(s) agréé(s) :
.....
.....

B.2. Demande d'autorisation de fourniture en vue d'une autorisation collective

Catégories éventuelles d'utilisateurs auxquels le moyen ou la prestation est destiné :

- Administrations(à préciser) :
- Grandes entreprises (préciser secteur d'activités) :
- Etablissements de crédit :
- P.M.E. (préciser secteur d'activités) :
- Autres (à préciser avec secteur d'activités) :

B.3. Demande d'autorisation d'utilisation personnelle

Besoins justifiant la demande :
.....
.....

Lieux d'utilisation du moyen de cryptologie :
.....
.....

Le cas échéant, réseaux de télécommunications employés :
.....
.....

**C. – Moyen ou prestation auquel s’applique
la déclaration ou la demande d’autorisation**

C.1. Moyen ou prestation de cryptologie

Référence commerciale :
Référence constructeur :
Version :
Description succincte :
.....
.....
.....

Référence de l’agrément du moyen s’il a été soumis au ministère chargé des télécommunications
.....

C.2. Fabricant du moyen ou fournisseur de la prestation

Nom :
Raison sociale :
Adresse :
.....
Numéro de téléphone :
Numéro de télécopie :
Adresse du courrier électronique :

C.3. Personne chargée du dossier technique

Nom :
Adresse :
.....
Numéro de téléphone :
Numéro de télécopie :
Adresse du courrier électronique :

C.4. Divers

Si le moyen ou la prestation utilise des moyens ou prestations préalablement déclarés ou autorisés,
préciser, pour chacun d’eux, leur identification, référence et date de notification de déclaration ou
d’autorisation :
.....

C.5. Services de cryptologie fournis

- authentification (*) :
- contrôle d'accès (*) :
- signature(*) :
- intégrité (*) :
- confidentialité (*) :
 - téléphonie télécopie messagerie transmissions
de données (*préciser le(s) type(s) de données chiffrées, par exemple données à
caractère financier, médical, de gestion,*) :
 - autre(s) (*à préciser*):
- autre(s) (*à préciser*) (*) :

(*) : Préciser le(s) nom(s) de(s) algorithme(s) utilisé(s)

C.6. Implémentation des algorithmes

- Logiciel
- Matériel (*à préciser*):

D - Attestation

Je soussigné (nom, prénoms)
agissant en qualité de
représentant le fournisseur – exportateur – utilisateur (*) certifie que les renseignements figurant sur
cette déclaration – demande d'autorisation (*) sont exacts et ont été établis de bonne foi, toute
fausse déclaration ou tout manquement aux engagements souscrits m'exposant aux sanctions
prévues par l'article 28 de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 modifiée et par le décret n°98-
101 du 24 février 1998.

Date :

Signature :

(*) Rayer les mentions inutiles